



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris La Défense Cedex
France
S.A.S à capital variable
438 476 913 R.C.S Nanterre

JCDecaux SA

***Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2019
JCDecaux SA
17 rue Soyer - 92200 Neuilly-sur-Seine
Ce rapport contient 28 pages



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris La Défense Cedex
France
S.A.S à capital variable
438 476 913 R.C.S Nanterre

JCDecaux SA

Siège social : 17 rue Soyer - 92200 Neuilly-sur-Seine

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'Assemblée Générale de la société JCDecaux SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société JCDecaux SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des immobilisations financières

Risque identifié

Au 31 décembre 2019, les immobilisations financières (titres de participation, créances rattachées à des participations et prêts) sont inscrites au bilan pour une valeur nette comptable de 4 158,8 millions d'euros, soit 89% du montant total de l'actif.

La valeur recouvrable des titres de participation correspond à la valeur la plus élevée entre leur prix de cession estimé et leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est estimée sur la base des flux de trésorerie attendus actualisés, diminués de l'endettement net. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir de business plans établis sur la base des données budgétaires pour la première année consécutive à la clôture des comptes puis sur la base d'hypothèses de croissance et d'évolutions spécifiques à chaque marché, qui reflètent les perspectives futures attendues. L'horizon des prévisions diffère ainsi selon le secteur d'activité de la filiale concernée.

Les créances rattachées à des participations et les prêts sont comptabilisés à leur valeur nominale. A chaque clôture annuelle, ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation si les flux de trésorerie attendus actualisés, diminués de l'endettement net sont négatifs.

Nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation, créances rattachées et prêts constituait un point clé de l'audit, compte tenu du poids de ces actifs dans le bilan et de l'importance des jugements de la direction dans la détermination des hypothèses de flux de trésorerie, des taux d'actualisation, des taux de croissance à long terme et de la probabilité de renouvellement à l'échéance.

Notre réponse

Concernant l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont principalement consisté, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, à :

- Vérifier, par sondages, l'exactitude arithmétique du modèle utilisé pour déterminer les valeurs d'utilité ;
- Prendre connaissance des principales hypothèses retenues par entretien avec la direction financière et le directoire de votre groupe au titre des perspectives de rentabilité futures et, à les comparer aux données utilisées dans les précédents tests de perte de valeur et le cas échéant, avec la performance historique des filiales concernées ;

- Comparer les taux d'actualisation utilisés par pays à nos bases de données internes ;
- Rapprocher les taux de croissance à long terme retenus pour les flux projetés avec les analyses de marché ;
- Comparer le taux de renouvellement des contrats utilisé au taux de renouvellement des contrats constaté historiquement par le groupe ;
- Vérifier que la valeur résultant des prévisions de flux de trésorerie a été ajustée du montant de l'endettement net de l'entité considérée.

Au delà de l'appréciation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont consisté également à :

- Vérifier l'exactitude arithmétique du modèle de dépréciation des créances rattachées à des participations et des prêts ;
- Apprécier le caractère approprié des informations fournies dans la note de l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du Code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-5 du Code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société JCDecaux SA par l'Assemblée Générale du 20 juin 2000 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres et du 10 mai 2006 pour le cabinet KPMG Audit, Département de KPMG S.A..

Au 31 décembre 2019, le cabinet ERNST & YOUNG et Autres était dans la 20^{ème} année de sa mission, dont 19^{ème} année depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé et le cabinet KPMG Audit, Département de KPMG S.A. était dans la 14^{ème} année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies

ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'audit

Nous remettons un rapport au Comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

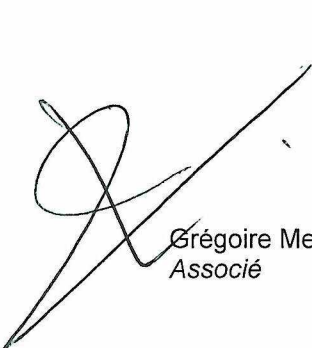
Les commissaires aux comptes,

Paris La Défense, le 9 mars 2020

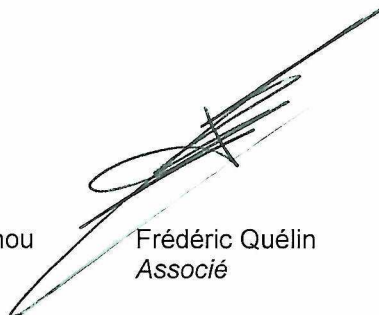
Paris La Défense, le 9 mars 2020

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres



Grégoire Menou
Associé



Frédéric Quélin
Associé



Aymeric de La Morandière
Associé

COMPTES ANNUELS ET ANNEXE

BILAN ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>		2019	2018
Immobilisations incorporelles	Valeurs Brutes	83,3	74,4
	Amortissements	-57,9	-51,4
	Valeurs nettes	25,4	23,0
Immobilisations corporelles	Valeurs Brutes	53,2	50,1
	Amortissements	-17,8	-18,6
	Valeurs nettes	35,4	31,5
Immobilisations financières	Valeurs Brutes	4 257,6	4 315,9
	Dépréciations	-98,8	-111,3
	Valeurs nettes	4 158,8	4 204,6
ACTIF IMMOBILISE		4 219,6	4 259,1
Clients	Valeurs Brutes	60,6	65,6
	Dépréciations	0,0	0,0
	Valeurs nettes	60,6	65,6
Autres créances	Valeurs Brutes	255,7	199,3
	Dépréciations	0,0	-0,4
	Valeurs nettes	255,7	198,9
Disponibilités et équivalents de trésorerie		128,9	77,2
Comptes de régularisation		10,7	11,6
ACTIF CIRCULANT		455,9	353,3
Charges à répartir		3,4	3,6
Primes remboursements des obligations		0,5	0,6
Ecarts de conversion actif		3,7	7,0
TOTAL GENERAL		4 683,1	4 623,6

BILAN PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>		2019	2018
Capital Social		3,2	3,2
Primes d'émission, de fusion et d'apport		726,4	724,7
Réserves		10,8	168,8
Report à nouveau		0,0	-60,1
Résultat de l'exercice		75,5	25,4
Provisions réglementées		5,2	7,9
CAPITAUX PROPRES		821,1	869,9
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		19,4	15,2
Dettes financières	Autres emprunts obligataires	1 054,4	1 054,4
	Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit	0,6	4,4
	Emprunts et dettes financières divers	2 697,0	2 586,7
Dettes d'exploitation	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	36,4	43,1
	Dettes fiscales et sociales	33,6	28,3
Dettes diverses	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0,4	2,4
	Autres dettes	4,3	3,8
Comptes de régularisation		3,8	5,3
DETTES		3 830,5	3 728,4
Ecarts de conversion passif		12,1	10,1
TOTAL GENERAL		4 683,1	4 623,6

COMPTE DE RESULTAT

<i>(en millions d'euros)</i>	2019	2018
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	98,0	95,4
Production immobilisée	8,8	6,1
Reprises sur amort. et provisions, transfert de charges	1,2	1,3
Autres Produits	57,0	45,6
PRODUITS D'EXPLOITATION	165,0	148,4
Autres achats et charges externes	89,9	90,2
Impôts, taxes et versements assimilés	5,0	4,3
Salaires et traitements	38,8	36,5
Charges sociales	18,0	17,1
Dotations aux amortissements et provisions	15,7	12,0
Autres charges	11,9	9,3
CHARGES D'EXPLOITATION	179,3	169,4
RESULTAT D'EXPLOITATION	-14,3	-21,0
RESULTAT FINANCIER	80,0	44,6
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	65,7	23,6
Produits exceptionnels	92,1	4,2
Charges exceptionnelles	88,7	10,0
RESULTAT EXCEPTIONNEL	3,4	-5,8
Participation des salariés	0,0	0,0
Impôts sur les bénéfices (charge +/- produit -)	-6,4	-7,6
RESULTAT NET	75,5	25,4

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de la société JCDecaux SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été arrêtés par le Directoire le 2 mars 2020 avec un chiffre d'affaires s'élevant à 98,0 millions d'euros, un résultat net de 75,5 millions d'euros et un total de bilan de 4 683,1 millions d'euros.

1. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1. Principes généraux

1.1.1. Principes et règles comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et aux principes comptables généralement admis :

- continuité de l'exploitation
- indépendance des exercices
- permanence des méthodes comptables.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est faite selon la méthode des coûts historiques.

1.2. Principales méthodes utilisées

1.2.1. Actif immobilisé

Les immobilisations sont évaluées au coût d'acquisition conformément aux règles comptables. Il n'y a pas eu de modification dans les méthodes d'évaluation.

1.2.1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées principalement de logiciels. Elles sont amorties linéairement sur une durée de 3 à 5 ans.

Les frais engagés, tant internes qu'externes, pour le développement des logiciels significatifs sont portés en immobilisations incorporelles et amortis linéairement sur une durée de 3 ans, 5 ans ou 10 ans. Conformément aux dispositions comptables en vigueur, seuls les frais engagés sur les phases de conception détaillée, programmation et paramétrage, tests et recettes sont enregistrés en immobilisations.

Les autres frais de recherche et de développement encourus au cours de l'exercice sont comptabilisés en charges.

Les logiciels acquis avant le 1er janvier 2017 ont fait l'objet d'un amortissement exceptionnel sur 12 mois, la différence entre l'amortissement comptable et l'amortissement fiscal étant enregistrée en amortissement dérogatoire.

1.2.1.2. Immobilisations corporelles

Les modes et durées d'amortissements retenus sont les suivants :

- Mobiliers urbains..... linéaire 5 à 10 ans
- Installations techniques, matériel et outillage..... linéaire ou dégressif 5 ans ou 10 ans
- Matériel de transport..... linéaire 4 ans ou 15 ans
- Matériel de bureau et informatique et autres immobilisations... linéaire ou dégressif 3 ans, 5 ans ou 10 ans

1.2.1.3. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan pour leur prix d'acquisition par la société et sont dépréciés lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à leur coût d'acquisition.

La valeur recouvrable correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de cession des titres de participation et leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est estimée sur la base des flux de trésorerie attendus actualisés, diminués de l'endettement net. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir de business plans établis à partir des données budgétaires pour la première année consécutive à la clôture des comptes puis sur la base d'hypothèses de croissance et d'évolution spécifiques à chaque marché, qui reflètent les perspectives futures attendues. L'horizon des prévisions diffère ainsi selon le secteur d'activité de la filiale concernée :

- dans le Mobilier Urbain et le Transport, les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la durée restante du contrat avec prise en compte d'une probabilité de renouvellement à l'échéance,
- pour l'Affichage, ils sont calculés sur une période de 5 ans avec une projection à l'infini sur la base d'un taux de croissance de 2% par an en Europe et 3 % par an dans le reste du Monde.

Les créances rattachées à des participations et les prêts sont comptabilisés à leur valeur nominale. A chaque clôture annuelle, ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation si les flux de trésorerie attendus actualisés, diminués de l'endettement net sont négatifs.

Lors des cessions des titres de participations ou de remboursement des autres immobilisations financières, il est fait application de la méthode FIFO.

1.2.2. Actif circulant

1.2.2.1. Créances

Les créances litigieuses, contentieuses ou douteuses de par leur antériorité, font l'objet de dépréciations en fonction du risque de non recouvrement.

1.2.2.2. Gestion centralisée de la trésorerie et des besoins de financement du groupe

La société gère de façon centralisée la trésorerie et les besoins de financement du groupe. A ce titre, sont présents à l'actif des comptes sociaux :

- des créances et prêts rattachés aux participations en immobilisations financières pour les financements de filiales à long terme
- des comptes courants de trésorerie débiteurs ainsi que des comptes courants de cash pooling débiteurs en autres créances
- les comptes courants de trésorerie créditeurs sont classés quant à eux en emprunts et dettes financières divers au passif.

1.2.2.3. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'acquisition. Si la valeur d'inventaire à la clôture de l'exercice est inférieure au prix d'acquisition, une dépréciation est comptabilisée.

1.2.2.4. Charges constatées d'avance

Conformément à la règle d'indépendance des exercices, les charges se rapportant aux exercices 2020 et ultérieurs sont enregistrées dans ce compte.

1.2.3. Passif

1.2.3.1. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées pour faire face à des obligations légales ou implicites, résultant d'événements passés existant à la date de la clôture et pour lesquels une sortie de ressources est probable.

1.2.3.2. Provisions pour indemnités de fin de carrière et avantages assimilés

Les engagements de JCDecaux SA résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, des accords d'entreprise ou des droits légaux en vigueur.

Conformément à la recommandation ANC N°2013-02, les écarts actuariels sont reconnus immédiatement et en totalité par résultat lors de l'exercice de leur survenance. Le coût normal et le coût des services passés sont reconnus en résultat.

1.2.3. Produits constatés d'avance

Conformément à la règle de l'indépendance des exercices, les produits se rapportant aux exercices 2020 et ultérieurs sont enregistrés dans ce compte.

1.2.4. Opérations en devises et instruments financiers

JCDecaux SA utilise des instruments financiers principalement à des fins de couverture contre le risque de change.

Les couvertures de risque de change visent à prémunir l'entreprise contre les effets de fluctuation des devises. Les instruments utilisés sont principalement des achats, ventes à terme de devises et swaps de change.

Les dettes, créances et disponibilités en devises (les sous-jacents) figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de change de fin d'exercice (cours de clôture). La différence éventuelle résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en compte d'écarts de conversion.

Pour les sous-jacents couverts, un instrument financier est valorisé au bilan pour sa juste valeur en contrepartie de comptes d'écarts de conversion. Le résultat de change réalisé sur le dénouement d'instruments financiers dont le sous-jacent est toujours présent au bilan est « différé » en résultat par des produits constatés d'avance ou des charges constatées d'avance.

Pour les sous-jacents non couverts, les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour perte de change.

1.2.5. Impôts sur les bénéfices

La société a opté pour le régime fiscal des groupes. Les filiales françaises, comprises dans le périmètre de l'intégration fiscale, comptabilisent dans leur comptes une charge d'impôt sur la base de leurs résultats fiscaux propres.

JCDecaux SA, en tant que tête d'intégration, comptabilise en produit d'impôt d'intégration fiscale la différence entre la somme des impôts des filiales et l'impôt dû au titre du résultat d'ensemble. En cas de sortie d'une des filiales du groupe fiscal, les parties se rapprocheront pour en examiner les conséquences.

1.2.6. Crédit d'impôt recherche – crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le crédit d'impôt recherche, acquis au titre des dépenses de recherche de l'année précédente, est comptabilisé en diminution de l'impôt sur les sociétés.

Le CICE de l'année 2018 d'un montant de 316 315 euros a permis de financer en 2019 des projets d'innovation et de recherche.

2. IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ

Bien que publiant elle-même des comptes consolidés, les comptes annuels sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de la société suivante :

JCDecaux Holding
17, Rue Soyer
92200 Neuilly sur Seine

3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(En millions d'euros)</i>	Valeurs au 01/01/2019	Augmentations	Diminutions	Valeurs au 31/12/2019
Valeurs brutes	74,4	17,4	8,5	83,3
Amortissements et dépréciations	-51,4	-6,5	0,0	-57,9
Valeurs nettes	23,0	10,9	8,5	25,4

<i>(En millions d'euros)</i>	Valeurs au 01/01/2019	Augmentations	Diminutions	Valeurs au 31/12/2019
Valeurs brutes				
Brevets, licences et logiciels	70,1	10,0	0,0	80,1
Immo. incorporelles en cours	4,3	7,4	8,5	3,2
Total	74,4	17,4	8,5	83,3

<i>(En millions d'euros)</i>	Valeurs au 01/01/2019	Augmentations	Diminutions	Valeurs au 31/12/2019
Amortissements et dépréciations				
Brevets, licences et logiciels	-51,4	-6,5	0,0	-57,9
Total	-51,4	-6,5	0,0	-57,9

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(En millions d'euros)</i>	Valeurs au 01/01/2019	Augmentations	Diminutions	Valeurs au 31/12/2019
Valeurs brutes	50,1	7,7	4,6	53,2
Amortissements et dépréciations	-18,6	-3,6	-4,4	-17,8
Valeurs nettes	31,5	4,1	0,2	35,4

<i>(En millions d'euros)</i>	Valeurs au 01/01/2019	Augmentations	Diminutions	Valeurs au 31/12/2019
Valeurs brutes				
Mobiliers urbains	1,6	0,5	0,0	2,1
Installations, matériel et outillage	8,2	2,1	0,0	10,3
Matériel de transport	29,3	0,0	0,0	29,3
Matériel de bureau et informatique et autres immobilisations	10,8	0,6	4,4	7,0
En-cours	0,2	0,0	0,2	0,0
Av.acomptes cde immo	0,0	4,5	0,0	4,5
TOTAL	50,1	7,7	4,6	53,2

Amortissements et dépréciations <i>(En millions d'euros)</i>	Valeurs au 01/01/2019		Valeurs au 31/12/2019	
		Augmentations	Diminutions	
Mobiliers urbains	-1,0	-0,1	0,0	-1,1
Installations, matériel et outillage	-3,7	-0,8	0,0	-4,5
Matériel de transport	-5,1	-1,7	0,0	-6,8
Matériel de bureau et informatique et autres immobilisations	-8,9	-1,0	-4,4	-5,4
TOTAL	-18,6	-3,6	-4,4	-17,8

5. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

<i>(En millions d'euros)</i>	Valeurs au 01/01/2019	Augmentations	Diminutions	Valeurs au 31/12/2019
Participations	2 921,3	88,0	31,8	2 977,5
Créances rattachées à des participations	1 072,1	45,0	97,8	1 019,3
Prêts et autres immobilisations financières	322,5	108,0	169,7	260,8
Valeurs brutes	4 315,9	241,0	299,3	4 257,6
Dépréciations des participations	-66,7	-0,5	-9,1	-58,1
Dépréciations des créances rattachées et prêts	-44,6	-5,2	-9,1	-40,7
Dépréciations	-111,3	-5,7	-18,2	-98,8
Valeurs nettes	4 204,6	235,3	281,1	4 158,8

L'augmentation des titres de participation pour 88 millions d'euros est due aux titres reçus dans le cadre de la fusion-absorption de JCDecaux France Holding réalisée le 30 novembre 2019, la diminution correspond à l'annulation des titres de JCDecaux France Holding.

Les augmentations et diminutions des créances rattachées à des participations et des prêts correspondent aux nouveaux prêts et aux remboursements des financements accordés aux filiales.

La valeur brute des créances rattachées à des participations diminue de 52,8 millions d'euros. Cela s'explique principalement par :

- l'augmentation de la créance JCDecaux Afrique Holding pour 31,7 millions d'euros
- la diminution des créances JCDecaux Asie Holding pour 42,6 millions d'euros et JCDecaux Amériques Holding pour 13,6 millions d'euros et AFA JCDecaux A/S pour 8,6 millions d'euros
- l'élimination de la créance JCDecaux France Holding pour 18,1 millions d'euros du fait de la fusion dans JCDecaux SA.

La valeur brute des prêts et autres immobilisations financières diminue de 61,7 millions d'euros. Cela s'explique principalement par :

- la diminution des prêts aux filiales australiennes pour 13,9 millions d'euros
- la diminution des prêts Sky High Tg GmbH pour 31,6 millions d'euros et JCDecaux South Africa (Pty) Ltd pour 16,3 millions d'euros.

Les variations de dépréciation des titres correspondent essentiellement aux reprises des dépréciations des titres JCDecaux Afrique Holding pour 6,7 millions d'euros et IGP Decaux Spa pour 2,4 millions d'euros.

L'augmentation de dépréciation des créances rattachées et des prêts est relative à la créance JCDecaux Israël Ltd.

Les reprises de dépréciations des créances rattachées et prêts concernent essentiellement les prêts à JCDecaux South Africa (Pty) Ltd et à JCDecaux Smalls Cells.

6. DISPONIBILITÉS ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

<i>(En millions d'euros)</i>	2019	2018
Contrat de capitalisation et valeurs mobilières de placement	49,7	44,7
Instruments de trésorerie	0,6	4,7
Dépôts à terme à moins d'un an	0,0	0,0
Banques	78,6	27,8
Total	128,9	77,2

La position Banques correspond essentiellement à des comptes courants rémunérés.

7. CHARGES A RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES

<i>(En millions d'euros)</i>	2019	2018
Frais d'émission d'emprunts	3,4	3,7
Total	3,4	3,7

Les frais d'émission d'emprunts sont relatifs :

- à la mise en place en février 2012 d'une ligne de crédit revolving confirmée, échéance juillet 2024, et de ses avenants dont le dernier date du 2 juillet 2019,
- à l'émission en juin 2016 d'un emprunt obligataire de 750 millions d'euros, échéance juin 2023,
- à l'émission en octobre 2018 d'un emprunt obligataire de 300 millions d'euros, échéance octobre 2020.

Ces frais sont amortis sur la durée respective de chaque emprunt.

8. ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

<i>(En millions d'euros)</i>	Total	A moins d'un an	A plus d'un an 5 ans au plus	A plus de cinq ans
Créances	1 606,0	332,2	1 273,8	
Dettes	3 830,4	813,8	3 016,6	

Les montants indiqués en créances incluent les créances rattachées à des participations, les prêts, les autres immobilisations financières ainsi que les créances sur les clients, les autres créances y compris les comptes courants débiteurs de cash-pooling vis-à-vis des filiales du groupe et les charges constatées d'avance.

Les montants indiqués en dettes incluent les dettes obligataires, bancaires et autres dettes financières vis-à-vis des filiales y compris les comptes courants créditeurs de cash-pooling ainsi que les dettes fournisseurs, les autres dettes et les produits constatés d'avance.

9. DETTES FINANCIERES

Les dettes financières de JCDecaux SA vis-à-vis d'entités qui ne sont pas ses filiales directes ou indirectes sont principalement constituées :

- des emprunts obligataires portés par JCDecaux SA :
 - 750 millions d'euros émis en juin 2016 à échéance juin 2023
 - 300 millions d'euros émis en octobre 2018 à échéance octobre 2020
- des billets de trésorerie pour 180 millions d'euros émis par JCDecaux SA dans le cadre de son programme de Negotiable European Commercial Paper (NEU CP) d'un montant maximum de 500 millions d'euros.

Au 31 décembre 2019, JCDecaux SA dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée pour un montant de 825 millions d'euros à échéance juillet 2024, comprenant une sous-limite d'un montant maximum de 100 millions d'euros afin de pouvoir réaliser des tirages courts le jour même (swingline).

En date du 2 juillet 2019, JCDecaux SA a signé un avenant à cette ligne de crédit revolving modifiant notamment la marge applicable et la maturité. La marge est ainsi calculée en fonction de la notation financière de JCDecaux SA et non plus en fonction du ratio dette nette/marge opérationnelle. De plus, la maturité de la ligne a été étendue à juillet 2024 avec deux extensions possibles d'un an.

En cas de notation financière inférieure à Baa3 (Moody's) et BBB- (Standard and Poor's), la ligne de crédit revolving impose le respect du ratio : dette financière nette/marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 9 septembre 2019, et celle de Standard and Poor's du 5 septembre 2018), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

En 2019, la dette nette a augmenté de 113,8 millions d'euros et se décompose comme suit :

<i>(En millions d'euros)</i>	2019	2018
Emprunts obligataires	1 054,4	1 054,4
Emprunts groupes	2 269,7	2 130,5
Billets de trésorerie	180,0	220,0
Compte courant de Cash Pooling	247,2	236,2
Dettes financières	3 751,3	3 641,1
Prêts et créances rattachés à des participations	1 238,6	1 349,8
Compte courant de Cash Pooling	237,6	183,3
Actif financier	1 476,2	1 533,1
Instruments financiers dérivés actifs	0,6	4,7
Instruments financiers dérivés passifs	2,7	0,7
Instruments financiers de couverture	-2,1	3,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	128,2	72,6
Concours bancaires	0,6	4,4
Trésorerie nette	127,7	68,2
Dettes nettes	2 149,6	2 035,8

10. COMPTES DE RÉGULARISATION

<i>(En millions d'euros)</i>	2019	2018
Couvertures de change	5,0	8,0
Divers	5,6	3,6
Charges Constatées d'Avance	10,6	11,6
Couvertures de change	3,6	4,9
Divers	0,2	0,4
Produits Constatés d'Avance	3,8	5,3

Les charges ou produits constatés d'avance sur couvertures de change correspondent aux résultats de change réalisés sur des dérivés échus venant en couverture de sous-jacents toujours au bilan.

Les autres charges constatées d'avance correspondent essentiellement à des contrats de maintenance informatique.

11. CAPITAUX PROPRES

<i>Capital Social</i>	01/01/2019	Affectation du résultat 2018	Variations 2019	31/12/2019
Capital Social	3,2			3,2
Primes d'émission	321,5		1,8	323,3
Primes de fusion	159,1			159,1
Primes d'apport	244,0			244,0
Réserve légale	0,3			0,3
Autres réserves	168,5	-158,0		10,5
Report à Nouveau	-60,1	60,1		0,0
Résultat de l'exercice	25,4	-25,4	75,5	75,5
Situation Nette	862,0	-123,3	77,3	815,9
Provisions réglementées	7,9		-2,7	5,2
Total Capitaux Propres	869,9	-123,3	74,6	821,1

Au 31 décembre 2019, le capital social de 3 245 684,82 euros est composé de 212 902 810 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Au cours de l'exercice 92 460 actions ont été créées suite à des levées de stock-options.

Détail des plans de stock-options ⁽¹⁾ :

	Plan 2017	Plan 2016	Plan 2015	Plan 2014	Plan 2012
Date d'attribution	13/02/2017	17/02/2016	16/02/2015	17/02/2014	21/02/2012
Date de fin d'acquisition des droits	13/02/2020	17/02/2019	16/02/2018	17/02/2017	21/02/2015
Date d'expiration	13/02/2024	17/02/2023	16/02/2022	17/02/2021	21/02/2019
Nombre de bénéficiaires	188	270	173	237	215
Nombre d'options attribuées	344 108	866 903	546 304	780 392	1 144 734
Prix d'exercice d'origine avant ajustement (2)	29,77 €	34,01 €	31,29 €	31,69 €	19,73 €
Prix d'exercice après ajustement (2)	N/A	N/A	31,12 €	31,51 €	19,62 €
Repricing – Ajustement du nombre de stock-options (2)	N/A	N/A	3 145	3 992	2 437
Nombre d'options en vie à la fin de période	321 295	787 012	471 634	563 964	0

(1) JCDecaux SA n'a pas accordé de plan de stock-options en 2013, 2018 et 2019..

(2) Suite à l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) lancée par JCDecaux SA en juin 2015 au prix unitaire de 40 euros, 12 500 000 actions ont été rachetées le 17 juillet 2015, puis annulées. En conséquence, le nombre d'options antérieurement attribuées et vivantes à la date de l'OPAS a été ajusté par un coefficient d'ajustement de 1,0056. Le prix d'exercice des options a également été ajusté de manière à ce que l'OPAS soit neutre sur les droits des bénéficiaires d'options.

Au 31 décembre 2019, le capital social de la société est détenu à hauteur de 64,67 % (soit 137 687 668 actions) par la société JCDecaux Holding.

Les provisions réglementées correspondent aux amortissements dérogatoires.

12. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(En millions d'euros)	Valeurs au 01/01/2019	Dotations	Reprises	Valeurs au 31/12/2019
Provisions pour risques				
Pertes de change	0,0	0,1	0,0	0,1
Autres	2,4	0,0	0,0	2,4
Provisions pour charges				
Provisions pour engagements de retraite et autres avantages à long terme	12,8	4,4	0,2	17,0
Total	15,2	4,5	0,2	19,5

Les engagements à prestations définies de JCDecaux SA vis-à-vis du personnel sont principalement constitués des indemnités conventionnelles de départs en retraite et des médailles du travail.

Les provisions sont calculées avec les hypothèses suivantes :

Au 31 décembre	2019
Taux d'actualisation	0,80%
Taux de revalorisation des salaires	2,00%
Duration	11,88

Le taux d'actualisation est déterminé par référence au rendement des obligations émises par des entreprises de premier rang à la date de l'évaluation et dont l'échéance correspond à la durée des engagements à actualiser.

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme s'analysent de la façon suivante :

<i>(En millions d'euros)</i>	Régimes de retraite	Autres engagements	Total
Evolution de la dette actuarielle			
Ouverture	12,5	0,3	12,8
Coût des services rendus	0,8	0,0	0,8
Charges d'intérêt	0,2	0,0	0,2
Impact des acq. / cession sur la dette	0,0	0,0	0,0
Profits ou pertes actuariels	3,3	0,0	3,3
Prestations payées	-0,2	0,0	-0,2
Dette actuarielle à la clôture	16,6	0,3	16,9

13. SITUATION FISCALE LATENTE

Allègement (+) et accroissement (-) de la dette future d'impôt

<i>(En millions d'euros)</i>	2019	2018
Provision pour engagements de retraite	16,6	12,5
Autres provisions	0,3	0,1
Contribution sociale de solidarité	0,1	0,1
Provisions pour dépréciations des prêts et autres créances	40,8	45,1
Gain/perte latente de change	7,0	0,0
Total	64,8	57,8

14. RÉSULTAT D'EXPLOITATION

14.1 Chiffre d'affaires

<i>(En millions d'euros)</i>	2019	2018
France	40,0	42,5
Export	58,0	52,9
Chiffre d'affaires	98,0	95,4

Le chiffre d'affaires correspond aux prestations d'assistance et de conseil dans les domaines administratif, technique, informatique et juridique, immobilier, social et industriel destinées aux différentes filiales du groupe JCDecaux.

14.2 Autres produits d'exploitation

<i>(En millions d'euros)</i>	2019	2018
Production immobilisée	8,8	6,1
Reprises sur amort. et provisions, transfert de charges	1,2	1,3
Autres Produits	57,0	45,6
Autres produits d'exploitation	67,0	53,0

La production immobilisée correspond aux frais engagés pour le développement de logiciels significatifs portés en immobilisations incorporelles.

Les autres produits concernent principalement les redevances des incorporels (marques, brevets, savoir-faire et autres droits) facturées aux filiales.

14.3 Charges d'exploitation

<i>(En millions d'euros)</i>	2019	2018
Autres achats et charges externes	89,8	90,2
Impôts, taxes et versements assimilés	5,0	4,3
Salaires et traitements	38,8	36,5
Charges sociales	18,0	17,1
Dotations aux amortissements et provisions	15,8	12,0
Autres charges	12,0	9,3
Charges d'exploitation	179,4	169,4

Les autres achats et charges externe se composent principalement de sous-traitance et maintenance informatique, d'honoraires conseils, fiscaux et juridiques pour le Groupe, de coûts administratifs et management fees facturés par des filiales.

Les autres charges correspondent essentiellement à la redevance de nom et de marque versée à JCDecaux France, ainsi qu'aux pertes de change sur créances et dettes commerciales.

15. RÉSULTAT FINANCIER

<i>(En millions d'euros)</i>	2019	2018
Produits de participations	40,3	25,8
Revenus des autres créances et autres produits financiers	20,0	16,1
Charges d'intérêts et charges assimilées	-20,6	-16,2
Gains/pertes de change nets	-10,4	-2,7
Reprises sur provisions et transferts de charges	18,7	29,0
Dotations financières aux amortissements et provisions	-6,0	-7,4
Boni/Mali de fusion	38,0	0,0
Résultat financier	80,0	44,6

Les dotations financières aux amortissements et provisions correspondent principalement à la dépréciation de la créance sur la filiale JCDecaux Israël Ltd.

Les reprises sur provisions et transferts de charges correspondent essentiellement aux reprises des dépréciations des titres JCDecaux Afrique Holding pour 6,7 millions d'euros et IGP Decaux Spa pour 2,4 millions d'euros et aux reprises de dépréciations des créances sur les sociétés JCDecaux South Africa (Pty) Ltd pour 5,2 millions d'euros et JCDecaux Smalls Cells pour 3,7 millions d'euros.

Le boni de fusion est relatif à la fusion absorption le 30 novembre 2019 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2019 des sociétés JCDecaux France Holding et International Bike Technology.

16. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

<i>(En millions d'euros)</i>	2019	2018
Valeur nette des éléments d'actifs incorporels et corporels cédés	0,0	0,0
Valeur nette des éléments d'actifs financiers cédés	88,1	0,0
Charges diverses	0,0	7,0
Dotation aux amortissements dérogatoires	0,6	0,6
Dotation aux provisions pour risques et charges	0,0	2,4
Total des charges exceptionnelles	88,7	10,0
<i>(En millions d'euros)</i>	2019	2018
Produit de cession des éléments d'actifs incorporels et corporels	0,0	0,0
Produit de cession des éléments d'actifs financiers	88,3	0,0
Produits divers	0,6	0,0
Reprise sur dépréciation Immos Financières	0,0	0,0
Reprise d'amortissements dérogatoires	3,2	4,2
Total des produits exceptionnels	92,1	4,2
Résultat exceptionnel	3,4	-5,8

Le résultat exceptionnel ressort en bénéfice de 3,4 millions d'euros. Les variations significatives s'expliquent par la fusion-absorption de JCDecaux France Holding et International Bike Technologie .

17. CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

<i>(En millions d'euros)</i>	2019	2018
Charges à payer		
Dettes financières		
Autres emprunts obligataires	4,4	4,4
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0,8	0,9
Emprunts et dettes financières autres	-	-
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18,8	18,4
Dettes fiscales et sociales	16,2	15,3
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0,1	1,9
Autres dettes	1,5	1,9
<i>(En millions d'euros)</i>	2019	2018
Produits à recevoir		
Immobilisations financières		
Créances rattachées à des participations	0,8	0,7
Prêts	4,0	3,3
Créances clients et comptes rattachés	17,4	8,1
Autres créances	0,1	0,3
Disponibilités	0,1	0,0

18. VENTILATION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

<i>(En millions d'euros)</i>	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat après impôts
Résultat courant	65,7	-0,8	64,9
Résultat exceptionnel	3,4	-1,1	2,3
Boni d'intégration fiscale		8,3	8,3
Résultat net	69,1	6,4	75,5

(Impôts sur les bénéfices (charge - / produit +))

19. ENGAGEMENTS HORS BILAN, AUTRES QUE LES INSTRUMENTS FINANCIERS

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
ENGAGEMENTS DONNES		
Garanties de marchés	149,8	106,5
Autres garanties	282,7	224,2
Engagements sur titres	-	-
Total	432,5	330,7
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements sur titres	-	-
Ligne de crédit disponible	825,0	825,0
Total	825,0	825,0

Les garanties de marchés correspondent aux garanties par lesquelles la société garantit, directement ou en contre-garantie, la bonne exécution des contrats de ses filiales.

Le poste « Autres garanties » comprend les garanties émises pour le paiement de loyers, dettes financières, de certaines de ses filiales ou les contre-garanties en faveur des banques dans le cadre de lignes de cautions accordées à ses filiales. A noter que le montant des garanties sur dettes financières (lignes de crédit et découverts bancaires) et sur lignes de garanties bancaires correspond au montant effectivement utilisé à la date de clôture.

Dans le cadre de conventions d'actionnaires, JCDecaux SA peut accorder ou se voir accorder des options d'achat (calls) en cas de non-respect de clauses contractuelles. Dans le cadre des partenariats signés, JCDecaux SA et ses partenaires bénéficient de droits de préemption et parfois de droits d'emption, de droits de suite ou d'entraînement, que JCDecaux SA ne considère pas comme des engagements donnés ou reçus. Par ailleurs, JCDecaux SA ne mentionne pas les engagements soumis à des conditions d'exercice qui limitent leur probabilité d'occurrence.

20. INSTRUMENTS FINANCIERS

JCDecaux SA utilise des instruments financiers à des fins de couverture contre le risque de change.

L'exposition de JCDecaux SA au risque de change provient notamment de l'activité avec ses filiales à l'étranger.

Elle est principalement liée :

- aux opérations financières : refinancement et recyclage de la trésorerie des filiales étrangères, couverts principalement par des swaps de change à court terme,
- aux opérations commerciales.

Au 31 décembre 2019, les opérations contractées par la société sont les suivantes :

<i>(En millions d'euros)</i>	Actifs financiers et commerciaux	Passifs financiers et commerciaux	Actifs – Passifs	Hors Bilan (1)	Différentiel
AED	3,3	32,4	-29,1	29,5	0,4
AUD	158,2	0,0	158,2	-157,1	1,1
BHD	3,2	0,0	3,2	-3,2	0,0
CNY	4,2	0,0	4,2	-0,6	3,6
DKK	2,2	0,0	2,2	-2,0	0,2
HKD	6,7	22,9	-16,2	22,4	6,2
ILS	43,4	0,0	43,4	1,5	44,9
JPY	23,8	0,0	23,8	-23,6	0,2
MXN	3,3	2,4	0,9	-0,7	0,2
OMR	0,1	4,0	-3,9	3,8	-0,1
PEN	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
PLN	1,6	0,0	1,6	-1,5	0,1
SAR	0,2	12,5	-12,3	12,4	0,1
USD	21,6	11,6	10,0	5,7	15,7
ZAR	8,7	22,3	-13,6	13,7	0,1
Autres	8,2	6,5	1,7	0,6	2,3
TOTAL	288,8	114,6	174,2	-99,2	75,0

(1) Achats, ventes à terme, swaps de change valorisés au taux de clôture.

Au 31 décembre 2019, la valeur de marché de ces instruments financiers (coût théorique de déboucement) s'élève à -1,9 millions d'euros.

21. RÉMUNERATION DES DIRIGEANTS

Le montant des jetons de présence versés aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2019 s'élève à 391 500 euros.

Le montant des rémunérations et avantages dus au titre de l'exercice 2019 aux membres du Directoire s'élève à 3 537 462 euros.

Par ailleurs, en cas de rupture de leur contrat de travail, deux membres du Directoire bénéficient d'une indemnité de non-concurrence susceptible de leur être versée, pendant une durée de deux ans, et correspondant à 33 % de leur salaire fixe et variable calculé sur la moyenne des douze derniers mois précédant la date de cessation des relations contractuelles.

22. EFFECTIFS

La ventilation des effectifs moyens (en équivalent temps plein) par catégorie est la suivante :

Catégorie	2019	2018
Dirigeants	1	1
Cadres	393	348
Agents de maîtrise	102	94
Employés	20	25
Total	516	468

23. OPÉRATIONS RÉALISÉES AVEC DES ENTREPRISES LIÉES

Au cours de l'exercice, il n'a été conclu aucune convention avec les parties liées au sens de l'article R 123-198 du Code de Commerce, d'un montant significatif et qui n'aurait pas été conclue aux conditions normales du marché.

24. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

2019

(en milliers d'euros)

	EY	KPMG
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité	635,4	531,9
Services autres que la certification des comptes (1)	50,9	4,5
Total	686,3	536,4

(1) Les services autres que la certification des comptes correspondent principalement à des attestations sur le chiffre d'affaires, l'impôt, le rapport sociétal et environnemental et des due diligences

25. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Néant.

26. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31/12/2019

SOCIÉTÉS	Capital en K€	Autres Capitaux Propres (1) en K€	Quote-part du capital en %	Valeur d'inventaire des titres détenus en K€		Prêts et avances consentis par la société et non remboursés en K€	Montant des cautions et avals fournis par la Société en K€	Chiffre d'affaires H.T. de l'exercice 2019 en K€	Bénéfice net (ou perte) de l'exercice 2019 en K€	Dividendes encaissés par la société en 2019 en K€
				Brute	Nette					
A – FILIALES en France détenues à plus de 50%										
JCDecaux France	8 242	1 026 042	100,00	1 392 918	1 392 918			759 526	17 388	
JCDecaux Asie Holding	6 525	239 693	100,00	54 691	54 691	431 616		-	46 755	
JCDecaux Amériques Holding	297 000	(34 100)	100,00	297 000	271 344	394 584		-	(34 275)	
JCDecaux Afrique Holding	50 000	(26 577)	100,00	50 000	33 679	69 859		-	5 507	
JCDecaux Europe Holding	581 922	446 625	100,00	622 224	622 224	77 344		-	72 247	
B – PARTICIPATIONS en France détenues entre 10 et 50%										
METROBUS (comptes sociaux)	1 840	(3 379)	33,00	17 886	17 886			190 124	11 050	2 970

(1) Capitaux propres hors capital social et résultat net de l'exercice.

SOCIÉTÉS	Capital en K devise	Autres Capitaux Propres (1) en K devise	Quote- part du capital en %	Valeur d'inventaire des titres détenus en K€		Prêts et avances consentis par la société et non remboursés en K€	Montant des cautions et avals fournis par la société en K€	Chiffre d'affaires H.T. de l'exercice 2019 en K€	Bénéfice net (ou perte) de l'exercice 2019 en K€	Dividendes encaissés par la société en 2019 en K€
				Brute	Nette					
C – FILIALES à l'étranger détenues à plus de 50%										
JCDecaux Street Furniture Belgium (Belgique)	269 EUR	798 129 EUR	100,00	355 493	355 493			52 144	68 239	
JCDecaux Eesti OU (Estonie)	3 EUR	496 EUR	100,00	10 838	10 838	735		6 165	1357	1 443
JCDecaux Mestsky Mobiliar Spol Sro (Rép. Tchèque)	120 000 CZK	(28 710) CZK	96,20	3 092	3 092	2 777		10 303	986	
JCDecaux Korea Inc (Corée du Sud)	1 000 000 KRW	10 540 931 KRW	50,00	1 424	1 424			10 370	(807)	421
AFA JCDecaux A/S (Danemark)	7 200 DKK	105 255 DKK	50,00	2 209	2 209	2 058		34 877	4 239	
JCDecaux UZ (Ouzbékistan)	3 511 652 UZS	5 074 094 UZS	65,52	1 197	710			374	87	21
JCDecaux Israel Ltd (Israël)	109 ILS	(100 382) ILS	92,00	19	0	43 429		12 309	(902)	
VIOOH Limited	NS GBP	(4 343) GBP	93,50	NS	NS	31 453		4352	(4 786)	
JCDecaux Monaco (non consolidé)	15 EUR	(101) EUR	70,00	11	11			11,27	(31)	
D – PARTICIPATIONS à l'étranger détenues entre 10 et 50%										
APG/ SGA SA (Suisse)	7 800 CHF	75 716 CHF	30,00	133 084	133 084			286 300	35 243	16 118
IGP Decaux Spa (Italie)	11 086 EUR	55 073 EUR	20,48	34 861	19 316			127 022	5 494	1 135
E – Autres PARTICIPATIONS à l'étranger détenues à moins de 10% mais dont la valeur brute excède 1% du capital de la société										
JCDecaux Artvertising Belgium (Belgique)	1 735 EUR	378 EUR	9,29	274	274			67	10	
JCDecaux Portugal Mobiliario Urbano Lda (Portugal)	1 247 EUR	4 135 EUR	1,00	253	253			31 480	7 660	74

(1) *Capitaux propres hors capital social et résultat net de l'exercice.*